

À propos des élections au Portugal

Category: International

écrit par jmfouquer | 31 mai 2025

Au lendemain des élections législatives et de la réunion de la direction nationale du Bloc de gauche portugais, ses deux dirigeantes, Mariana Mortagua, coordinatrice du Bloc et désormais sa seule députée, et Catarina Martins, députée européenne, ont été interviewées par la presse portugaise. Voici, ci-dessous, un résumé de ces entretiens.

Portugal, les dirigeantes du Bloc de gauche dans les médias

Par **Mariana Mortagua** et **Catarina Martins**. Publié le 26 mai 2025 sur le site [Esquerda](#), traduit à l'aide de Deepl et revu par nos soins.



Mariana Mortágua : « Il est important de réfléchir aux voies de l'avenir ».

Mariana Mortágua défend une « évaluation ouverte » des résultats des élections et propose des pistes pour « contrer le glissement à droite ». La révision constitutionnelle et les élections locales sont des espaces de dialogue.

Mariana Mortágua a été interviewée lundi soir sur SIC Notícias, où elle a confirmé l'objectif du parti de mener une « réflexion » et une « évaluation ouverte » du « résultat sévère » des élections législatives du 18 mai 2025. Ce processus prévoit notamment la convocation d'un nouveau congrès « afin que l'ensemble des militant·es puisse participer à l'évaluation et contribuer à la définition de l'orientation du parti ».

Parmi les objectifs de la réflexion que le Bloc de Gauche se propose de mener figurent les « raisons internes », les «

erreurs commises » et les « faux pas », mais aussi de réfléchir à « quelles voies s'ouvrent pour l'avenir » pour « parvenir à contrer ce virage à droite ». Dans un discours où elle a souligné « l'importance de l'humilité », la coordinatrice du Bloc de gauche a déclaré qu'il était « difficile de mettre le doigt sur un seul facteur » et a promis un équilibre « le plus ouvert possible » entre « différents éléments à prendre en compte ».

« Nous devons admettre que nous n'avons pas été en mesure de communiquer nos priorités de campagne, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'étaient pas justes », a déclaré Mariana Mortágua. « Le logement est une priorité pour le pays, le travail posté est une priorité, tout comme la justice fiscale ».

Au vu des résultats des élections législatives, la coordinatrice du Bloc de gauche a souligné que « le Bloc est le parti qui perd le plus, mais la gauche perd beaucoup » dans son ensemble. Et elle a pointé la possibilité d'une révision constitutionnelle de droite comme un danger contre lequel la gauche doit se mobiliser et dialoguer.

Les prochaines élections locales constituent une autre opportunité pour ces convergences. La coordinatrice du Bloc de gauche y a identifié « des dialogues qui ont déjà eu lieu » et qu'elle espère « pouvoir élargir et approfondir » afin « d'agréger et d'unir les forces » à travers le pays.

Catarina Martins : « L'agenda qui divise est celui qui domine le débat public »

Dans une interview accordée à CNN Portugal, Catarina Martins a affirmé que le discours qui remet en question la structure de l'économie n'est plus au centre du débat dans les médias publics et a été remplacé par l'agenda de l'extrême droite.

L'eurodéputée et ancienne coordinatrice du Bloc de Gauche a été interviewée sur CNN Portugal samedi soir et a donné son

point de vue sur la défaite électorale de la gauche et du Bloc de Gauche, en particulier lors des dernières élections législatives.

Rappelant que la campagne du Bloco était axée sur des propositions concrètes telles que le plafonnement des loyers, les droits des travailleurs postés et l'imposition des fortunes, Catarina Martins reconnaît, à la lumière des résultats, que « nous vivons à une époque où le discours qui remet en cause la structure de l'économie – le discours anticapitaliste – n'est pas au centre des préoccupations ou des débats, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans les médias. L'agenda qui divise est celui qui domine, comme la question des immigrés, qui est utilisée à propos de tout et de rien avec diverses choses qui ne correspondent pas à la vérité. »

Par exemple, « j'entends tous les jours que les portes du Portugal sont grandes ouvertes. Mais le Portugal fait partie de l'espace Schengen de l'Union européenne. Même s'il le voulait, le Portugal ne pourrait laisser entrer personne. C'est un mensonge qui est répété à l'envi, mais personne ne le remet en question. Le vrai problème qui n'est pas abordé est celui d'une « économie basée sur des salaires très bas », dans l'agriculture, dans le tourisme, qui éloigne les jeunes qui sont nés au Portugal et qui ont eu accès à des qualifications. En d'autres termes, « nous nous retrouvons sans main-d'œuvre et avec des gens qui vivent dans d'autres parties du monde où les salaires sont plus bas ». Mais au lieu de discuter de cette économie d'exploitation, « nous acceptons un programme d'extrême droite au Portugal et dans le reste du monde qui nous fait sombrer parce qu'il n'a pas de solution », a-t-il poursuivi, blâmant non seulement l'extrême droite, mais aussi la droite traditionnelle et même le PS, qui « à un moment donné a jugé bon de mettre en cause les personnes plutôt que le modèle économique. Je pense que c'est faux, mais c'est un sens commun très généralisé que le Bloc de gauche n'a pas

réussi à combattre ».

Le vrai problème de l'immigration, c'est « quand on ne peut pas inclure les gens qui travaillent ici dans la société » et qu'ils sont obligés de passer des jours dans des files d'attente et d'attendre des années pour obtenir leurs papiers, ce qui signifie « qu'ils ne peuvent même pas signer un contrat de location parce qu'ils n'ont pas de papier ». Mais aussi « lorsque nous ne sommes pas en mesure de garantir que les gens puissent apprendre le portugais » en raison du manque d'organisation des services publics.

Catarina a également réagi à l'impact de la campagne contre le Bloc concernant la réduction du nombre de fonctionnaires après la chute électorale de 2022. « C'était avec moi, j'étais coordinatrice du Bloc de gauche et j'ai continué à l'être pendant plus d'un an au cours de ce processus », a-t-elle rappelé.

« Cette affaire est récemment apparue pour attaquer Mariana Mortágua. Et si nous devons tous reconnaître nos erreurs, je dois reconnaître les miennes : Mariana voulait répondre d'une affaire qui est maintenant réapparue après que je l'ai expliquée à l'époque. C'est moi qui aurais dû en parler, puisque Mariana n'était pas impliquée dans le processus. Ce que je sais, c'est que le Bloc de gauche a non seulement respecté la loi, mais qu'il est allé au-delà de la loi pour protéger les gens.

« Je préfère une défaite électorale à la défense du fascisme ».

Interrogée par le journaliste qui lui demandait si le fait que Mariana Mortágua ait porté un foulard palestinien le soir des élections était un signe de radicalisme qui aliénerait l'électorat, Catarina a répondu qu'« il n'y a rien de radical à dire que nous ne voulons plus voir de bébés mourir de faim à Gaza » et a déclaré qu'elle n'acceptait pas « l'idée que le Portugal est un petit pays qui n'a pas de position sur les

questions internationales ».

« Les pays doivent prendre position et ceux qui ne le font pas sont complices et coupables de ce qui se passe. Les répercussions sont désastreuses pour cette population, mais aussi pour l'existence même du droit international. Et sans droit international, c'est la loi de la jungle », a-t-elle déclaré.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, l'ancienne coordinatrice du Bloco s'est dite « soulagée » que Mariana Mortágua reste à la tête de la direction actuelle et qu'après les élections locales, « nous avons une Convention dans laquelle tous les militants sont appelés à prendre position et à construire une nouvelle direction pour le Bloc de Gauche ». En réponse à l'insistance de l'interviewer sur la responsabilité individuelle du mauvais résultat électoral, elle a répondu que dans le Bloc de Gauche « la responsabilité est collective, nous avons toujours fait comme ça, c'est une tradition de la gauche et c'est une tradition correcte ».

« L'effondrement électoral n'est pas dû à Mariana Mortágua, ni au Bloc de gauche, mais à nous tous. La ligne de campagne électorale a été approuvée par un conseil national composé de 80 dirigeants du Bloco qui ont des responsabilités conjointes. Et ils ont maintenant la responsabilité d'organiser un débat interne sur ce qui s'est passé au sein du Bloco, mais aussi de réfléchir à ce moment pour la gauche et aux responsabilités du Bloco en ce moment », a poursuivi Catarina Martins, ajoutant que ce débat sera complété par une consultation de « personnes qui ne sont pas du Bloco, mais qui sont de gauche et avec lesquelles nous devons dialoguer en ce moment très important ».

